

Reconnaître la dimension spatiale du vote

Politique

Par [Jacques Lévy](#)

Publié le 5 décembre 2024

géographe, membre du rhizome de recherche Chôros et directeur de la chaire Intelligence spatiale de l'Université polytechnique Hauts-de-France

Dans sa réaction à la réponse d'Olivier Bouba-Olga à son texte, Jacques Lévy précise ici, en ce qui concerne les résultats portant sur la France, les convergences et les désaccords qu'il relève entre leurs positions.

Dans l'ensemble, malgré les apparences critiques de son discours, Olivier Bouba-Olga prend acte des observations que j'ai présentées dans mon article. Dans le vote aux Législatives de 2024, il y a bien eu maintien et même renforcement relatif des écarts géographiques en comparaison des écarts portant sur des caractéristiques non géographiques des électeurs qui, eux, régressent. Même s'il conteste ce dernier point dans son intertitre, Olivier Bouba-

Olga le reconnaît dans ses tableaux. Entre 2022 et 2024, le Rassemblement national (RN) et ses alliés ont progressé de 43 %, les écarts de soutien selon la profession et le niveau de diplôme ont baissé de 33% tandis que les écarts entre types de localisation de ces électeurs ne diminuaient que de 10%. L'usage de la même méthode de calcul dans les deux cas (un rapport entre un écart absolu et la valeur initiale) rend la comparaison possible et ses résultats, incontestables. Il y a un socle factuel et une base de travail pour la recherche, d'autant plus robustes que, d'une part, la société n'a pas changé significativement en deux ans et qu'on mesure donc bien des dynamiques proprement politiques et, d'autre part, que l'on observe le même phénomène dans tout l'Occident. L'élection présidentielle américaine montre les mêmes évolutions. Trump a encore gagné des électeurs loin des grandes villes tandis que les Démocrates, tout en accusant une défaite majeure, ont peu perdu dans leurs bastions métropolitains.

Olivier Bouba-Olga habille son accord sur ce point essentiel de contestations tangentiellles. Ainsi, il reconnaît les faiblesses de la corrélation que j'ai signalées mais il me soupçonne d'être hostile à toute prise en compte d'une corrélation. Ce que je dis pourtant dans l'article, c'est qu'une corrélation pose une *question* à laquelle il faut répondre par une *explication*, c'est-à-dire par une identification de causes agissantes. En persistant à appeler « explication » le résultat des calculs de corrélation, Olivier Bouba-Olga assume une naïveté méthodologique, alors que nous disposons pourtant des outils intellectuels et techniques nécessaires pour la dépasser. Par surcroît, Olivier Bouba-Olga continue de découper l'espace français selon la vieille dichotomie rural/urbain, sans même prendre la peine de s'en justifier. Ce dualisme avait sa pertinence avant le mouvement massif de périurbanisation, qui concerne aujourd'hui en France, environ 40% des habitants. En ne tenant compte ni des différences internes aux aires urbaines (approchées par les aires d'attraction des villes (AAV) de l'Insee)

ni de la taille de ces aires, il se condamne à affaiblir encore l'intérêt de ses corrélations.

Ensuite, Olivier Bouba-Olga ne semble pas vouloir intégrer dans son raisonnement une idée simple qui se trouve dans mon article : il n'y a pas plus de raisons pour réduire le vote périurbain à un vote ouvrier que de réduire le vote ouvrier à un vote périurbain. Je démontre que, si c'était le cas, on n'aurait pas pu observer de divergence des votes selon les professions et selon les gradients d'urbanité, ce qu'Olivier Bouba-Olga ne conteste pas. Les deux logiques existent, elles se croisent de manière complexe dans chaque individu, y compris dans le fait qu'être ouvrier dans le périurbain, en banlieue ou dans au centre-ville, ce n'est pas tout à fait la même chose... Ce constat est désormais largement partagé, y compris parmi une part des chercheurs se réclamant du marxisme ou de la sociologie bourdieusienne. En outre, la carte par section de vote indique que, dans les banlieues, il existe des cultures politiques puissantes, à l'échelle de la commune ou d'un ensemble de communes, qui transcendent les écarts de revenus ou de statut qui existent pourtant entre « cités » et pavillons. D'où la question : à partir du moment où il est avéré que les appartenances à un groupe socio-spatial et à un groupe socio-économique ne sont pas réductibles l'une à l'autre, pourquoi consacrer toute son énergie à essayer de (se) faire croire qu'on va pouvoir écraser l'une par l'autre ?

Enfin, sur mes hypothèses explicatives, lorsque je note que la plupart des habitants font des arbitrages sous contrainte, Olivier Bouba-Olga me reproche de prétendre qu'ils sont totalement libres. Comme s'il n'y avait que deux positions pour le curseur : totale liberté ou totale contrainte... Nous vivons justement dans des sociétés où ce n'est plus le cas, et c'est ce qu'il reconnaît lui-même quelques lignes plus loin. Cette petite surdité sélective me donne à penser que nous sommes peut-être davantage d'accord que ce qu'Olivier Bouba-Olga ne le laisse entendre. Ce que je dis aussi, c'est que ces arbitrages

sont rendus possibles par le fait que plusieurs options en matière de cadre et de mode de vie ont des coûts globaux comparables pour les ménages, ce qui, dans l'environnement social d'aujourd'hui, laisse à une grande partie des habitants la possibilité d'un choix effectif entre une résidence en ville (centre ou banlieue) ou dans le périurbain. Cependant, en passant, d'une phrase à l'autre, de réalités censées avoir un impact direct sur le vote (moins de services proches quand on est plus éloignés des villes) à des indicateurs de satisfaction par définition subjectifs (le niveau de satisfaction ressenti), Olivier Bouba-Olga semble hésitant. Il hésite à accepter le fait que le vote ne relève pas d'un mécanisme stimulus-réponse mais de l'univers relativement autonome du politique, où se déploient des opinions, construites à partir de registres divers : des raisonnements, mais aussi des imaginaires. Sinon, on serait bien en peine d'expliquer pourquoi, alors que les immigrés vivent très massivement dans les grandes villes, on y vote très peu pour le RN, qui fait de l'immigration la colonne vertébrale de son argumentaire, tandis que, à l'inverse, c'est à l'extérieur de ces villes, là où l'exposition à la cohabitation avec des étrangers est la plus faible, que le RN, fait, et de très loin, ses meilleurs scores.

La possibilité pour les individus d'intervenir sur leur mode d'habiter est un changement aussi important que l'accès à la consommation ou l'invention du temps libre dans l'histoire récente de nos sociétés. Ce que, chacun à notre façon nous pointons, Olivier Bouba-Olga et moi, c'est que, pour qui veut comprendre la vie politique, les groupes socio-spatiaux sont devenus aussi pertinents que les groupes socio-économiques. Ce ne sont pas les mêmes, ils manifestent des dynamiques propres qu'il importe de suivre attentivement si l'on ne veut pas courir le risque de se tromper de présent.